



# Déclaration liminaire CGT au Conseil d'Administration du 1<sup>er</sup> juillet 2020

La crise que nous traversons impactera durablement notre économie en premier chef, et par voie de conséquences les emplois et les conditions de travail des personnels de VNF. Loin de tirer les enseignements des facteurs déclenchant d'une crise environnementale et sanitaire, aveugle à la vague verte révélée par les élections municipales, le Président Macron continue méthodiquement la casse du service public.

Hier encore les personnels soignants étaient dans la rue. Ils ont des applaudissements et des mercis plein les poches ! Pour des revalorisations salariales dignes de ce nom, il leur faudra attendre. Après une fausse concertation avec la convention citoyenne, les choix politiques varient peu. Alors que le président Macron s'était engagé à soumettre sans filtre les propositions au Parlement ou à les appliquer directement ou à les soumettre référendum, force est de constater que l'engagement n'est pas respecté ! Pas de taxation des dividendes, pas de remise en cause du modèle économique. De nombreuses mesures sont remises à plus tard, la lutte contre le dérèglement climatique attendra. VNF poursuit la même logique. Pris dans le carcan de la tutelle, les pseudo évolutions salariales, comme les tickets restaurant, la prime d'intéressement, participent à distendre toujours plus les liens avec le service public pour se rapprocher comme par gravité du secteur privé. Sauf que les infrastructures fluviales ne sont pas une marchandise, elles doivent servir l'intérêt de la population en général, et cela passe par le report d'une part importante du transport routier de marchandises vers le transport fluvial.

Et pour que cela soit possible et viable pour les bateliers, ce n'est pas tant de rehausser les subventions à quelques entreprises dont nous avons le plus besoin, mais surtout et en priorité d'un réseau opérationnel avec des niveaux de service élevés homogènes sur tous les réseaux, petit et grand gabarit. Nous partageons toutes les inquiétudes et les questionnements de la batellerie artisanale par le biais « Agir pour le fluvial ».

Monsieur le Directeur Général était en visite à la DT NE, dans laquelle deux points concentrent notre attention :

Les algues invasives sur le Canal de la Marne au Rhin Ouest et le Canal entre Champagne et Bourgogne notamment. En 2017 deux rapports préconisent des moyens humains et financiers supplémentaires, 600 K€ par an (estim 2017) et plus d'agents pour enrayer le phénomène. Le manque de trafic aggrave la situation. A l'époque la CGT avait proposé de faire passer des Freycinet pour augmenter la turbidité dont il est admis qu'elle freine la croissance. En 2016 les moyens alloués étaient de 110 K€. Il est évident que la situation s'est encore dégradée.

L'alimentation défaillante du réservoir de Bouzey fait régulièrement l'objet d'article dans la presse locale. Les difficultés de remplissage liés au rupture et effondrements des ouvrages de la rigole d'alimentation conduisent quasiment tous les ans à interrompre la navigation. D'année et année, ce dossier devient une priorité. Il impose un diagnostic général et des investigations d'auscultation afin réparer les ouvrages en chômage et ainsi fiabiliser l'alimentation en eau.

Nous vous remercions de votre attention.